

Abonnez-vous
Faites un don
Soutenez Le Courrier



rubriques | dossiers | perspectives | culture libre | édition du jour

recherches | identifiez-vous

Accueil » Solidarité » article

Colombie: La révolte depuis tout en bas

Paru le Samedi 15 Novembre 2008

PROPOS RECUEILLIS PAR BENITO PEREZ



MOUVEMENT SOCIAL - Indigènes et ouvriers agricoles, deux communautés parmi les plus marginalisées, sonnent le réveil de l'autre Colombie, malgré la répression et la stigmatisation.

Retour à la réalité? La Colombie est actuellement secouée par deux mouvements sociaux aussi prolongés qu'inattendus. A quelques semaines d'intervalle, les ouvriers agricoles et les peuples indigènes - deux communautés parmi les plus marginalisées - ont entamé un bras de fer avec les autorités et le patronat, rappelant au pays la réalité d'une Colombie rurale et démunie, volontiers occultée par les discours du président Alvaro Uribe sur la croissance et l'insertion dans la globalisation. Premiers à entrer en action, 12 000 coupeurs de canne à sucre de la vallée du río Cauca (sud-ouest) ont cessé le travail, le 15 septembre dernier, pour protester contre la précarité de leur emploi, les horaires démentiels et les bas salaires. La combativité de ces sans terre souvent issus des communautés afro-colombiennes a surpris la puissante association patronale Asocafina qui, en juillet, refusait d'entrer en matière sur les revendications syndicales. En particulier sur l'abandon des pseudo-coopératives auxquelles les travailleurs sont forcés de s'affilier pour rendre inopérante la loi sur le travail salarié. Déterminé, le mouvement des corteros - vite rebaptisé «la révolte des plus pauvres» - est parvenu à paralyser huit méga-exploitations de sucre et d'éthanol. Un tremblement de terre dans ce département du Valle del Cauca, dont plus de la moitié de la surface agraire est couverte de canne à sucre. La secousse s'est ensuite propagée à l'entier du pays, médusé de voir les prix du sucre et de l'essence prendre l'ascenseur.

Lutte commune

Soumis aux pressions syndicales et politiques, sept des huit exploitants ont d'ores et déjà signé des accords plus ou moins conformes aux revendications des coupeurs de canne (lire ci-dessous). Quant à María Luisa, la dernière exploitation sucrière en lutte¹, elle vient de recevoir une visite hautement symbolique, avec le passage de la Minga² de résistance indigène.

Initiée le 12 octobre dernier, au 516^e anniversaire de la Conquista, ce mouvement s'appuie en effet sur deux piliers qui le rapprochent des corteros: l'exigence du respect de la loi - droit à la terre et à l'autodétermination - et l'arrêt des exactions militaires et paramilitaires.

Car si les syndicats déplorent intimidations et assassinats - déjà une quarantaine cette année - les organisations indigènes annoncent plus de 1200 morts en six ans et le déplacement forcé de 55 000 indigènes.

Autre similitude: les deux mouvements sont présentés par Bogota comme manipulés par les Forces armées révolutionnaires (FARC). L'accusation a notamment servi à justifier la répression à balles réelles de plusieurs manifestations indigènes à la mi-octobre, notamment dans la vallée du Cauca, où trois personnes ont perdu la vie.

Loin d'éteindre la révolte, la répression paraît l'avoir attisée. En marche vers Cali, troisième ville du pays, du 21 au 25 octobre, les activistes du Conseil régional indigène du Cauca (CRIC) ont ainsi rassemblé pas moins de 30 000 personnes. Un élan rare à mettre en rapport avec les 1,3 million d'indigènes disséminés sur l'ensemble du territoire de la Colombie (3% de la population).

Contagion contestataire

Pis, pour le gouvernement, à mesure qu'elle prend de l'ampleur, la Minga agglutine d'autres mécontentements sociaux (fonctionnaires, étudiants, etc.), qui plus est autour de revendications très politiques, telles que le rejet du Traité de libre-échange avec les Etats-Unis ou la réforme des lois encadrant l'exploitation des ressources naturelles.

Craignant cet élargissement, Alvaro Uribe a tenté, fin octobre, d'initier des négociations. Mais le président s'est heurté à l'exigence de mesures immédiates et non plus de promesses mille fois oubliées.

Le vent en poupe, la Minga a quitté Cali et se dirige désormais vers la capitale Bogota. «Pour préparer l'insurrection populaire», assurent les plus radicaux. «Pour poursuivre la négociation avec le gouvernement», modère José Domingo Caldon, porte-parole de la marche. Le Courrier l'a joint mercredi peu avant l'arrivée du cortège de 7000 indigènes à Ibagué, capitale du Tolima, à 200 kilomètres de Bogota.

Quel est le but de cette marche sur la capitale?

Il y en a plusieurs. En premier lieu, nous voulons sensibiliser la population. Les médias étant contrôlés par le

FAIRE TAIRE LES SANS TERRE

Le cas du massacre de 1991 est paradigmatique: depuis l'assassinat de vingt indiens Nasas, dans le Cauca, treize accords d'indemnisation ont été signés et largement médiatisés. Mais aucun n'aurait été respecté. Et les massacres se sont poursuivis, comme en témoigne la fameuse tuerie du río Naya, en 2001, qui fit plus d'une centaine de morts. Face au double discours de l'Etat, c'est l'ensemble du mouvement indigène qui se retrouve pris au piège. Officiellement, Bogota recense 31,2 millions d'hectares en mains indigènes. Soit 22 par personne, chiffre conséquent que le gouvernement ne se prive pas de souligner à chaque demande indigène. Pour l'Organisation nationale indigène de Colombie (ONIC), pourtant, le compte n'est pas bon. La faitière autochtone a calculé que 90% de cette surface est impropre à l'agriculture ou à l'élevage, car située dans la forêt vierge ou dans un désert. De quoi expliquer qu'un quart des autochtones ne possèdent aucune terre.

Votre boîte à outils



Publicité

Am Stram Gram Le Théâtre

Le Pont de pierres
(et la peau d'images)
de Daniel Danis

jusqu'au 7 décembre 2008

Création en reprise Am Stram Gram Le Théâtre
Spectacle des 10 ans, adolescents et adultes
Réservation et renseignements
Am Stram Gram Le Théâtre 022 735 79 24
En partenariat avec **le COUILLON**

GRANGE
DE DORIGNY

MMVIII
MMIX

www.grangededorigny.ch



gouvernement, il nous faut trouver d'autres façons de communiquer. C'est pourquoi, avant d'entrer dans Bogota autour du 20 novembre, nous allons parcourir les municipalités environnantes. Nous espérons être environ 30 000 au moment d'entrer dans la ville. En second lieu, nous allons à Bogota pour continuer le débat avec le gouvernement autour des trois thèmes centraux de notre mobilisation: l'arrêt des violences, l'accès aux services publics et le droit à la terre.

Comment expliquer l'ampleur de la mobilisation, notamment au sud?

Il y a un vif mécontentement de communautés du Cauca, auxquelles le gouvernement avait promis l'attribution de 15 000 hectares en compensation d'un massacre réalisé avec la complicité de l'Etat en 1991 (lire ci-contre). Or, dix-sept ans plus tard, moins de la moitié de la surface a été attribuée. D'autres promesses formulées depuis, en matière de terres, de production agricole ou d'accès aux services de base (santé, éducation, etc.), sont aussi restées lettre morte. Nous sommes en outre confrontés à un regain de violence. Il y a eu des assassinats, des déplacements forcés et des señalamientos³. Le ras-le-bol est manifeste au-delà du Cauca. La grande majorité des organisations sociales se taisent, car elles ont peur. Nous, nous avons décidé d'affronter cette réalité. C'est pourquoi des ouvriers, des paysans et des étudiants se sentent concernés et nous rejoignent.

Comment réagit la population traversée par la Minga indigène?

Ils applaudissent, nous rendent des hommages, nous remercient. Ils disent: «Vous nous redonnez le moral, vous seuls dites ce que ressent le peuple.

Comment s'organise la caravane? Qui vous héberge? Comment vous nourrissez-vous?

Chaque communauté vient avec ses réserves de nourriture et d'argent. Nous installons des cuisines collectives et des villages de tentes.

En matière de droits humains, quelles sont vos exigences?

L'arrêt de la politique de «sécurité démocratique», dont le principe est de stigmatiser ceux qui s'organisent et revendiquent. Des récompenses sont données à ceux qui les dénoncent en tant que guérilleros. Les militaires harcèlent les communautés, occupent maisons et écoles, poussent à l'exil. Cette année, 117 camarades indigènes ont été tués. Beaucoup sont morts parce qu'ils tentaient de récupérer leur terre. A chaque occupation, il y a des affrontements avec l'armée.

Quelle est la situation de la terre pour les indigènes du Cauca?

Difficile: beaucoup de familles ne possèdent rien, et ceux qui ont un lopin, c'est au maximum 2-3 hectares pour nourrir cinq ou six personnes... La situation demeurera critique tant que l'Etat se refusera à acheter les terres qu'il nous a promis. Il faut aussi qu'il modifie les lois sur les mines, sur l'eau et l'exploitation pétrolière, qui permettent à des entreprises de s'emparer d'immenses territoires sans nous consulter, en contradiction avec la Constitution. Mais malgré la gravité de la situation, la pauvreté, la violence, les promesses non tenues, notre protestation est pacifique. Nous ne sommes pas des terroristes.

Note : 1 Le fonds de grève étant épuisé, des appels à la solidarité ont été lancés par les syndicats. A Genève, des dons sont récoltés par l'association Protiterradentro (CCP 17-560000-0 mention grève de la canne).

2 Terme *quechua* désignant un travail d'intérêt collectif, communautaire, dans ce cas précis à caractère revendicatif.

3 «Signalement»: accusation publique de lien avec la guérilla, qui mène généralement à une arrestation ou à l'inscription sur la liste noire des paramilitaires.

article

La grève terminée, les coupeurs craignent des repréailles

PROPOS RECUEILLIS PAR BPZ

Connu pour ses démêlés avec Nestlé et Coca-Cola, Sinaltrainal, le syndicat colombien de l'agroalimentaire, est également à la pointe du combat des ouvriers de la canne à sucre. Edgar Páez, membre de la direction nationale, décrit cette grève inédite dans un secteur habituellement soumis par la peur du chômage et la violence.

Qu'est-ce qui a motivé une si longue lutte?

Les 19 000 coupeurs de canne du sud-ouest vivent et travaillent dans une précarité absolue. Ils ne bénéficient d'aucune protection légale, car, formellement, ils ne sont pas salariés par les exploitations, mais affiliés à des coopératives de travail associé (CTA) auxquelles les sucriers sous-traitent le travail agricole. Les entreprises n'assument par conséquent pas leur part de sécurité sociale et ne délivrent aucune prestation sociale, tandis que l'ouvrier, lui, peut être contraint à des journées de 14 heures! Le 14 juillet, Sinaltrainal, Sinalcorteros et la Centrale unitaire des travailleurs du Valle del Cauca ont présenté un cahier de revendications, dont les principales concernaient l'arrêt de la sous-traitance, les salaires et un frein à la mécanisation. Le refus du patronat d'ouvrir une négociation a conduit à l'arrêt du travail du 15 septembre dans huit des treize entreprises du secteur.

Quelles sont les conditions de vie?

Précaires aussi. L'absence de droits sociaux oblige les familles à vivre avec un salaire mensuel moyen de 230 dollars.



- Tous les articles sur le 140ème
- Les vidéos des débats
- L'Agenda du 140ème



Faire un don...

En faisant un don pour cet article, vous participez au maintien de notre indépendance. *Le Courrier* n'a pas de capital, mais il a une richesse, ses lecteurs.

Agenda du Courrier

Evénements à venir

[Recherche] [iCal]



Ces articles sont mis à disposition sous un contrat Creative Commons.

L'ampleur de la mobilisation a surpris. Les syndicats sont-ils très présents?

Quand les ouvriers ont voté la grève, seule une petite proportion était affiliée. Organiser les cortèges est difficile, en particulier à cause de la présence de syndicats jaunes (créés par les patrons, ndlr). Dans les années 1990, six travailleurs qui tentaient de s'organiser ont été assassinés.

Comment ont réagi patrons et autorités? Uribe a lui-même admis que les conditions de travail des cortèges étaient mauvaises.

Les employeurs et le gouvernement national, Uribe en tête, ont réagi avec brutalité. Le 15 septembre, la force publique a agressé les ouvriers, faisant 43 blessés. Le 25, une seconde intervention a fait quatre blessés. A cela, il faut ajouter l'arrestation d'une vingtaine de camarades et six inculpations. Une Allemande et deux Français ont été expulsés pour le seul fait d'être sur les lieux¹. Les señalamientos (lire ci-dessus) et les menaces n'ont pas cessé... Uribe a parlé de mauvaises conditions et même de capitalisme sauvage, mais n'a rien fait pour résoudre le conflit. De façon irresponsable, il a affirmé que le conflit était infiltré par la guérilla et a invoqué l'ordre public pour militariser la zone. Ces accusations ont mis les travailleurs en danger. Désormais que la grève a pratiquement cessé, nous craignons une contre-attaque de l'oligarchie sucrière et du gouvernement. Des rumeurs font part de nouvelles inculpations et de représailles contre les organisations syndicales. La solidarité internationale doit rester attentive à ce qui va se passer ici.

Les médias et les autres organisations sociales vous ont-ils soutenu?

La grande majorité des articles de presse ont été défavorables. Ils mentionnaient des blocages illégaux et des infiltrations par la guérilla. Ils accusaient aussi les travailleurs de causer de graves dommages à l'économie nationale... Heureusement, des médias alternatifs n'ont pas participé à cette désinformation. En partie, nous leur devons l'immense solidarité du mouvement social, sans laquelle nous n'aurions pas pu mener et financer cette lutte.

Presque toutes les entreprises ont signé des accords. Etes-vous satisfaits?

On est parvenu à améliorer des conditions de travail et salariales, mais la sous-traitance est maintenue. Le principal succès est politique: le conflit a renforcé l'unité et l'esprit combatif des cortèges, ainsi que d'autres secteurs en lutte contre les politiques néolibérales.

Note : 1 L'Allemande a été expulsée pour avoir participé à une manifestation. Elle est interdite de séjour durant sept ans. Trois reporters alternatifs français ont aussi été arrêtés après avoir visité une exploitation en grève. Deux ont été expulsés, le troisième au bénéfice d'un visa de coopérant a pu rester. M. Uribe les a accusés de faire «l'apologie de délits» en Colombie et de «déformer la vérité» avec leurs articles à l'étranger.

Commentaires

Colombie: La révolte depuis tout en bas | S'identifier ou créer un nouveau compte | 0 Commentaires

Affichage

Les commentaires appartiennent à leur auteur.

Ils ne représentent pas forcément les opinions du Courier.

LE COURRIER

- » Présentation
- » L'équipe
- » Historique
- » Charte
- » Statuts NAC
- » Membres
- » Ass. lecteurs
- » Architrave
- » L'agenda
- » Contacts
- » Partenaires
- » Tarifs annonces

LE COURRIER

- » Abonnez-vous!
- » Le coin des abonnés
- » Nouvelles du Courier

